

HISTOIRE DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

Anastasia Melachroinou

L'Europe ne s'est pas faite d'un coup ni dans une construction d'ensemble

UNE UNION POUR LA PAIX

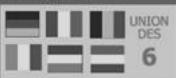
9 Mai 1950 DECLARATION DE SCHUMAN

propose la mise en commun de la production de charbon et d'acier de la France et de l'Allemagne, dans le but de rendre la guerre

«non seulement impensable, mais matériellement impossible».



TRAITE DE PARIS



1951

CECA

Communauté européenne du charbon et de l'acier
Création d'un marché commun du charbon et de l'acier



UNION DOUANIERE

25 Mars 1957 TRAITE DE ROME

1957

CEE

Communauté économique européenne
But : Créer un grand marché commun (libre circulation des hommes et des marchandises) grâce à l'union douanière (suppression des droits de douane)

EURATOM / CEEA

communauté européenne de l'énergie atomique
But : développement en commun et à des fins pacifiques de l'énergie atomique en "Europe"

PAC

Prévoit une politique agricole commune

1er Janvier 1973 EUROPE DES 9

1973

Danemark, Irlande, P.U.
Élargissement de la CEE vers les pays d'Europe du Nord

Création du SME

Système monétaire Européen

1979

But : resserrer la coopération en matière de politique monétaire entre les pays de la Communauté, afin d'aboutir à une zone de stabilité monétaire en Europe.

1er Janvier 1981 EUROPE DES 10

1981

LA GRECE
En 1974, le chute de la dictature militaire en Grèce et le retour à la démocratie permettent à la Grèce de remplir les critères d'adhésion.

Juin 1985 ACCORDS DE SCHENGEN

1985

Instauration d'un espace de libre circulation des personnes entre les Etats signataires (suppression des contrôles aux frontières intérieures), tout en garantissant une protection renforcée aux frontières extérieures de cet espace.



1er Janvier 1986 EUROPE DES 12

1986

Élargissement vers les pays du Sud de l'Europe

ESPAÑE, PORTUGAL
Leurs régimes dictatoriaux les avaient tenu éloignés de la construction européenne.
Cet élargissement a consolidé la démocratie dans ces deux pays.

MARCHE COMMUN

17 et 28 Février 1986 L'ACTE UNIQUE EUROPEEN

L'Acte unique Européen a permis de mettre fin à la période « d'euroscépticisme » suite aux chocs pétroliers des années 1970.

Idée du Marché unique Européen

Dû en grande partie à Jacques Delors. Cet Acte signé par les 12 Etats modifie le traité de Rome de 1957 dans le but d'approfondir les objectifs de la CEE, mais, principalement, ouvre la voie à la réalisation du marché unique européen.

UNION ECONOMIQUE

Novembre 1990 L'ITALIE rejoint SCHENGEN

1990



Juin 1991 L'ESPAGNE et le PORTUGAL rejoignent SCHENGEN

1991



LA GRECE rejoint SCHENGEN

1992



7 Février 1992 TRAITE DE MAASTRICHT

CRITERES de Maastricht

- Déficit public < 3% du PIB
Dettes publiques < 60% du PIB
- L'inflation ne doit pas être supérieure de plus de 1,5% par rapport au taux d'inflation moyen des trois Etats membres les plus performants
- Les taux d'intérêts à LT ne doivent pas être supérieurs de plus de 2% par rapport à ceux des trois états membres les plus performants.
- Les pays membres doivent respecter une marge de fluctuation de leur taux de change par rapport à un taux de change pivot.

Citoyenneté Européenne

Pour toute personne ayant la nationalité d'un Etat membre.

Union Européenne



Prévoit la création de la Zone euro



Juin 1993 CONSEIL EUROPEEN DE COPENHAGUE

1993

CRITERES DE COPENHAGUE

critères auxquels tout pas candidat à l'entrée dans l'UE doit satisfaire avant son adhésion

- CRITERE ECONOMIQUE**
le pays candidat doit disposer d'une économie de marché viable, capable de faire face à la pression concurrentielle et aux forces du marché intérieur européen
- CRITERE POLITIQUE**
Respect de la démocratie et des droits de l'homme
- RESPECT DE L'ACQUIS COMMUNAUTAIRE**
La capacité d'assumer les droits et les obligations du système communautaire, à savoir l'ensemble de la législation communautaire adoptée lors de la construction européenne.

1er Janvier 1995 EUROPE DES 15

1995



Avril 1995 L'AUTRICHE rejoint SCHENGEN

Décembre 1996 ELARGISSEMENT vers le Nord, de L'ESPACE SCHENGEN

1996



2 Octobre 1997 TRAITE D'AMSTERDAM

Crée un espace de liberté, de sécurité, et de justice à l'intérieur de l'Union Européenne.

EMPLOI

Donne pour objectif à l'UE un niveau élevé d'emploi et prévoit pour y parvenir une meilleure coordination entre les politiques nationales de lutte contre le chômage.

Modification du traité de Maastricht dans la perspective de l'élargissement de l'U.E.

Coopération

Il introduit une clause de flexibilité, qui permet sous conditions d'instaurer des coopérations renforcées entre certains Etats membres.

1997

JUIN 1997 PSC

Pacte de Stabilité et de Croissance
Instrument permettant aux "futurs" pays de la zone euro de coordonner leurs politiques budgétaires nationales et d'éviter l'apparition de déficits budgétaires excessifs.

Dispositions correctrices

Critère du déficit
3% pour le rapport entre le déficit public et le PIB
Critère de la dette
60% pour le rapport entre la dette publique et le PIB

Dispositions préventives

le PSC prévoit un objectif à moyen terme de solde structurel différencié pour chaque Etat membre.

L'Etat membre doit procéder à une amélioration de son solde structurel d'au moins 0,5% par an.

Si un dérapage sérieux est constaté, l'Etat en question peut être invité à prendre des mesures correctrices.

EURO €

Création de l'euro (€), monnaie unique de 11 Etats membres de l'U.E.

En usage pour les transactions financières



1999

1er Janvier 2001 La GRECE intègre la ZONE EURO

26 Fevrier 2001 TRAITE DE NICE

EURO : MONNAIE UNIQUE

1er Mai 2004 EUROPE DES 25

La disparition progressive du bloc de l'Est avec la chute du mur de Berlin en 1989, a permis au continent européen de se réunifier.



Mai 2004 ELARGISSEMENT de L'ESPACE SCHENGEN



Octobre 2004 LA SUISSE rejoint SCHENGEN

29 Novembre 2004 TRAITE établissant une CONSTITUTION pour l'Europe

Ce traité propose une série de mesures pour une union plus transparente, efficace et proche des citoyens.

1er Janvier 2007 EUROPE DES 27

1er Janvier 2007 LA SLOVENIE rejoint la ZONE EURO

13 Decembre 2007 TRAITE DE LISBONNE

1er Janvier 2008 CHYPRE et MALTE rejoignent ZONE EURO

Octobre 2008 LE LIECHTENSTEIN rejoint SCHENGEN

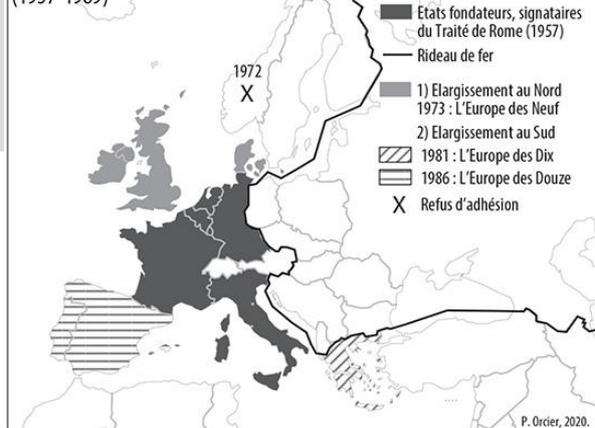
1er Janvier 2009 LA SLOVAQUIE rejoint la ZONE EURO

1er Janvier 2011 L'ESTONIE rejoint la ZONE EURO

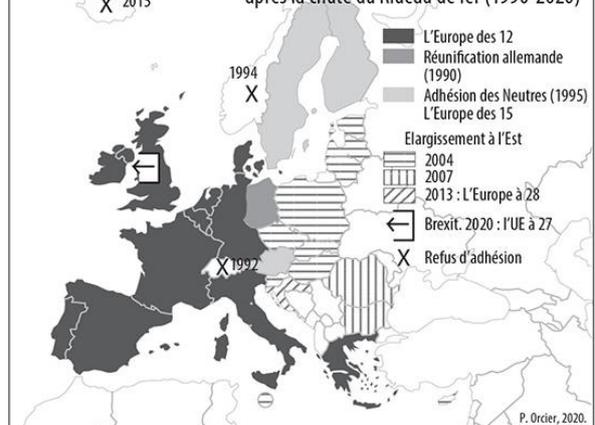
TSCG

1er Juillet 2013 EUROPE DES 28

Les étapes de la Construction européenne au sein du bloc de l'Ouest (1957-1989)



La poursuite de la construction européenne après la chute du Rideau de fer (1990-2020)



1) Utilisez des couleurs différentes pour montrer les domaines de l'approfondissement des relations entre Etats-membres

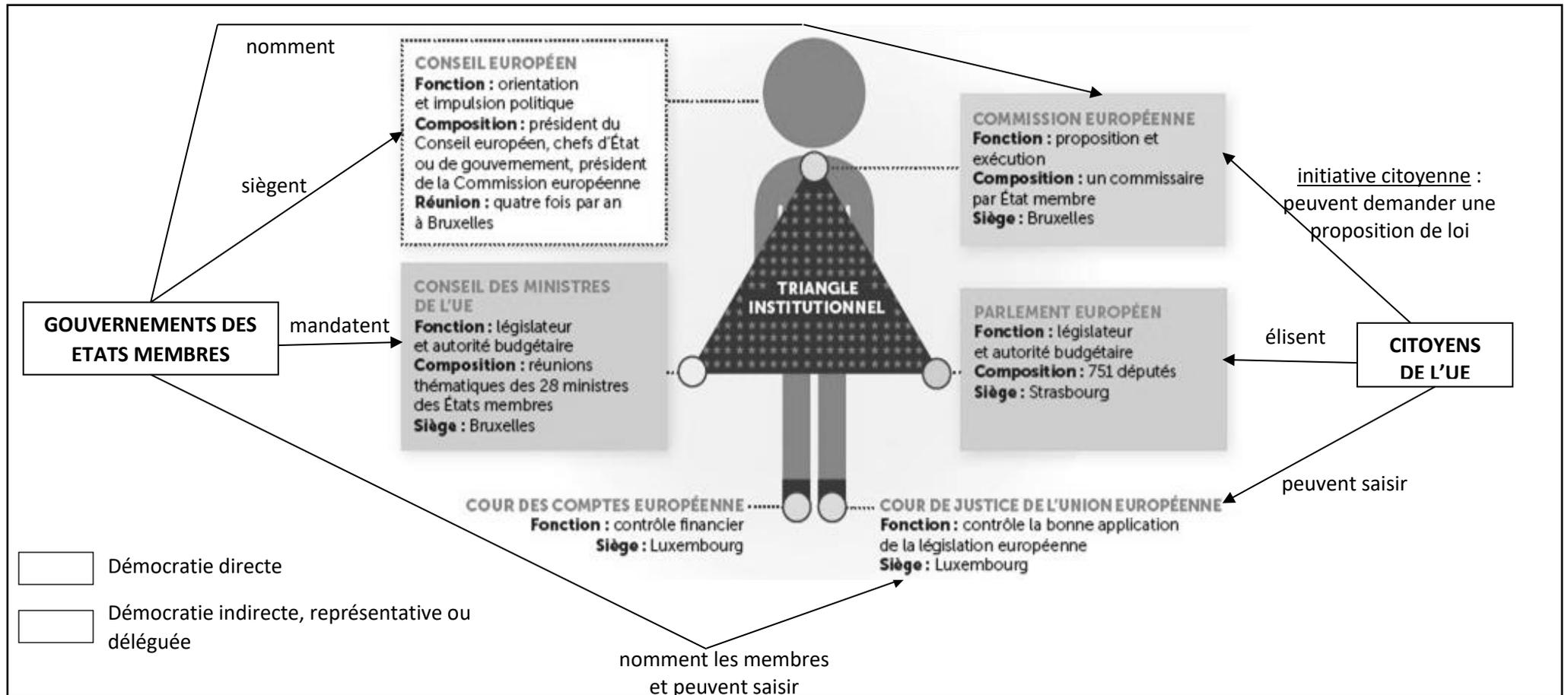


2) Connaissez-vous des politiques culturelles communes au sein de l'UE ?

3) Dans quels domaines l'Union Européenne ne s'est-elle pas développée ? Pourquoi selon vous ?

Le fonctionnement démocratique de l'Union Européenne en questions

L'Union européenne est une expérience politique originale, unique, qui essaie d'inventer un système démocratique, un pouvoir à mi-chemin entre des institutions étatiques classiques et une structure fédérale (Etat où les régions ont une forte autonomie), qui repose sur une « gouvernance sans gouvernement ». Le pouvoir de l'Union Européenne dépend des Etats tout en prétendant les dépasser. C'est donc une nouvelle forme de démocratie, qui séduit certains (européistes) et suscite le rejet d'autres (eurosceptiques).



1) *Quels éléments montrent que l'Union européenne a un fonctionnement démocratique ?*

2) *Quels éléments du fonctionnement de l'UE peuvent être considérés comme peu ou pas assez démocratiques ?*

Les compétences de l'Union européenne

Les compétences exclusives

- L'union douanière;
- L'établissement de règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur;
- La politique monétaire pour les pays de l'UE dont la monnaie est l'euro;
- La conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche
- La politique commerciale commune
- La conclusion d'accords internationaux sous certaines conditions

L'Union européenne est née d'un transfert de souveraineté (c'est-à-dire de pouvoir, de compétences) des Etats membres vers l'UE. Ce document montre quelles compétences n'appartiennent plus aux Etats ou seulement partiellement. Aujourd'hui, on estime que 20% de la législation française (des lois applicables en France) sont des lois européennes qui s'imposent dans notre pays.

3) *Quel peuvent être les avantages de tels transferts de compétences ?*

4) *En quoi est-ce source de tensions, de rejet de la part d'une partie de la population ?*

Les compétences partagées

- Le marché intérieur;
- La politique sociale, pour les aspects définis de façon précise dans le traité exclusivement;
- La cohésion économique, sociale et territoriale;
- L'agriculture et la pêche;
- L'environnement;
- La protection des consommateurs;
- Les transports;
- Les réseaux transeuropéens;
- L'énergie;
- L'espace de liberté, de sécurité et de justice;
- Les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique;
- Le recherche, le développement technologique et l'espace;
- la coopération au développement et l'aide humanitaire.